



La poursuite du projet ICI franchit aujourd'hui une étape supplémentaire. Cette marche en avant forcée se fait en dépit de tout : absence des moyens promis par l'état, opposition des salariés et des syndicats, doutes de l'encadrement de proximité, absence de synergie avec France Télévisions. Mais surtout, ce coup de com désastreux pour France Bleu, qui ne fera qu'y perdre son identité, cache une terrible réalité : la Direction continue de détruire notre réseau radio de proximité.

### **ICI c'est Paris !**

Plus encore que ces dernières années, la Direction parisienne du réseau, incendiaire, décide de tout et ne laisse aucune place à la proximité. Les extérieurs ? « Inutiles, on supprime ». L'antenne ? « Vous êtes nuls, on va vous apprendre à la faire, en attendant de vous remplacer demain par de l'automatisation ». Les technicien.nes ? « Trop nombreux, on dégraisse ». Les chargé.es d'accueil ? « Pas besoin d'un accord pour transformer leur métier, on passe en force »

Jusqu'où vont aller le dédain, le mépris et l'autoritarisme ?

### **ICI, l'inverse de la proximité !**

C'est écrit dans le COM 2025-28, c'est-à-dire le contrat qui fixe les objectifs et les moyens de Radio France pour les années qui viennent : « plus d'interactivité à l'antenne et plus de rencontres sur le terrain avec les citoyens » et « la valorisation de la vie locale », notamment. Les salariés de France Bleu ne demandent pas mieux, mais derrière l'affichage, c'est tout l'inverse qu'on nous impose. Où sont les moyens alloués pour ces missions ? Comment faire en continuant de redéployer des postes (c'est-à-dire en supprimant des postes pour en créer ailleurs, sur de nouveaux besoins) ? Au-delà des belles paroles, la Direction de France Bleu n'a aucun scrupule à laisser les équipes de Bleu en prise avec ces injonctions contradictoires.

### **ICI, on obéit, même en cas de rupture du contrat avec l'Etat !**

C'est le plus sidérant de l'affaire : l'Etat nous retire le budget qui était prévu pour créer et déployer la marque ICI. Il aurait été raisonnable de geler le projet. Mais non. Bons élèves jusqu'au bout, on y va quand même, en dépit des presque 10 Millions d'euros non versés par l'état au budget 2024. Ces dépenses-là vont coûter cher en économies ailleurs et vont se faire au détriment d'autres missions essentielles, pourtant elles aussi inscrites dans le COM.

### **Alors non, ICI ne convainc personne !**

À France 3, aujourd'hui, les salariés sont en grève pour défendre leur identité et leur autonomie. Loin de nous opposer, cette démarche reçoit tout notre soutien. L'Etat et nos directions respectives doivent cesser de considérer l'audiovisuel public de proximité comme un fourre-tout ou une variable d'ajustement budgétaire, en lui faisant subir manœuvres politiques, centralisme et recherche illusoire d'économies d'échelle.

Les salariés de France Bleu aussi doivent hausser le ton. A l'heure où les parlementaires travaillent sur nos budgets pour les années à venir, ils doivent comprendre qu'on ne luttera ni contre les inégalités sur le territoire, ni contre la désinformation en laissant faire un rapprochement inutile, dispendieux et qui cache mal l'austérité. Nous n'accepterons jamais de voir un service public dépouillé et affaibli. Et nous ne laisserons pas le pire advenir, à savoir la disparition de nos radios locales.

Paris, 4 novembre 2024

